



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

orthophonistes

Question écrite n° 54437

Texte de la question

M. Jean-Pierre Kucheida * appelle l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur les inquiétudes exprimées par les orthophonistes au sujet de la réorganisation de l'ensemble des études de santé dans le cadre de l'harmonisation des systèmes européens de l'enseignement supérieur. Alors que, depuis 1986, les études d'orthophonie se déroulent sur quatre années universitaires, et dépassent donc largement le crédit d'heures fixées pour obtenir une licence, le projet du ministère, en voulant les intégrer dans le cursus LMD (licence-master-doctorat), paraît les dévaloriser. En effet, proposer de limiter le niveau de la formation initiale des orthophonistes à celui d'une licence professionnelle et la compléter par un master de spécialisation constitueraient pour ces professionnels un mépris du niveau de leurs compétences, une atteinte à l'amélioration de la qualité des soins et une discrimination dans l'accès aux soins et la mise en place d'une orthophonie à deux vitesses. Selon ces professionnels, seul un master professionnel diplômant en orthophonie répondrait aux critères de compétence et de qualité de soins exigibles et exigés dans l'exercice de la profession. En conséquence, il lui demande de lui préciser les mesures qu'il entend prendre pour répondre aux besoins réels en formation initiale des orthophonistes.

Texte de la réponse

La qualité des soins est une préoccupation constante du Gouvernement. La compétence des professionnels de santé qui repose sur un processus adapté de formation, en est un facteur essentiel. Les orientations prises en matière de formation des professions de santé dont font partie les orthophonistes, s'organisent autour de la formation initiale et, depuis la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, de la mise en place d'une obligation de formation continue. S'agissant de la formation initiale, deux orientations sont privilégiées : son recentrage sur les connaissances incontournables nécessaires à l'acquisition des compétences liées au cœur du métier et l'amélioration de sa qualité notamment par des stages plus formateurs et parfois - moins nombreux - avec mise en place d'un vrai tutorat. En parallèle, la mise en place d'une formation continue, inscrite dans la loi précitée, permettra de compléter, tout au long de la vie, les connaissances et les compétences acquises en formation initiale et de les adapter aux évolutions des techniques, de la société et des changements de lieux d'exercice du professionnel. La réforme licence, master, doctorat (LMD) s'inscrit dans cette logique. Elle permettra la mise en place de passerelles entre professions, des évolutions de carrière et des échanges internationaux avec les pays de l'Europe. Une réflexion sur la mise en place de ce dispositif est actuellement menée par le ministère de la santé et le ministère de l'éducation nationale. Cette réflexion ne vise en aucun cas à créer une orthophonie à deux vitesses puisque le niveau de sortie qui sera proposé permettra d'effectuer, comme actuellement, la rééducation orthophonique adaptée à tous les types de pathologies prises en charge. Elle n'est pas encore finalisée. Cette réflexion devrait faire l'objet, dans les prochaines semaines, de réunions de présentation du dispositif aux différentes professions concernées avant d'engager avec elles, si elles adhèrent aux grandes orientations qui seront définies et souhaitent s'engager dans la démarche proposée, le travail sur la réforme du contenu des programmes à partir de la description du métier. En tout état de cause, les formations actuelles persistent. Les propositions de cursus universitaires émaneront à titre expérimental des

universités.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 54437

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 décembre 2004, page 10403

Réponse publiée le : 22 février 2005, page 1998